



REPUBLIQUE DU BENIN



SYSTEME DES NATIONS UNIES

# PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2015 DE L'UNDAF (2014-2018)



*Janvier 2015*



REPUBLIQUE DU BENIN



SYSTEME DES NATIONS UNIES

**PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2015  
DE L'UNDAF (2014-2018)**





*Janvier 2015*



# Sommaire

PAGE DE SIGNATURE	iii
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	v
INTRODUCTION	1
I- LES GRANDES LIGNES DU PLAN DE TRAVAIL 2015 DE L'UNDAF	3
II- ORIENTATIONS PAR AXE DE COOPERATION	5
1- Croissance inclusive, emploi, sécurité alimentaire, égalité du genre et protection sociale	5
2- Santé y compris VIH/SIDA, maladies non transmissibles, nutrition, planification familiale, assainissement de base	6
3- Education de base	8
4- Protection contre la vulnérabilité sociale, les violences et les abus	9
5) Gouvernance, participation et décentralisation	11
6) Environnement, gestion des crises et catastrophes et changements climatiques.	12
CONCLUSION	15
ANNEXE : Plan de travail 2015	17

## PAGE DE SIGNATURE

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN	POUR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES AU BENIN
<p>Signature :</p>   <p><b>Nom : Marcel A. DE SOUZA</b></p> <p>TITRE : MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE (MDAEP)</p>	<p>Signature :</p>   <p><b>Nom : Rosine SORI COULIBALY</b></p> <p>TITRE : COORDONNATEUR RESIDENT</p>

# LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>ANGC</b>	:	Agence Nationale pour la Gestion de la Gratuité Césarienne
<b>CNS</b>	:	Conseil National de la Statistique
<b>DPP</b>	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
<b>FAO</b>	:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FS</b>	:	Formations Sanitaires
<b>HCGC</b>	:	Haut-Commissariat à la Gouvernance Concertée
<b>INSAE</b>	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
<b>MAEP</b>	:	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
<b>MCMEEF</b>	:	Ministre Chargé de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes
<b>MCRI</b>	:	Ministère Chargé des Relations avec les Institutions
<b>MDAEP</b>	:	Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective
<b>MEMP</b>	:	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
<b>MECGCCRPNF</b>	:	Ministre de l'Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières
<b>MFASSNHPTA</b>	:	Ministre de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age
<b>MISPC</b>	:	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes
<b>MJLDH</b>	:	Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme
<b>MCMEJEF</b>	:	Ministère Chargée de la Microfinance, de l'Emploi de l'Entreprenariat des Jeunes et des Femmes
<b>MNT</b>	:	Maladies Non Transmissibles
<b>MS</b>	:	Ministère de la Santé
<b>OCPM</b>	:	Office Central de Protection des Mineurs
<b>ODD</b>	:	Objectifs de Développement Durable

# INTRODUCTION

1. Le Plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) pour la période 2014-2018 a été adopté par le Gouvernement du Bénin en mai 2013. Il est aligné sur les priorités nationales déclinées dans la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) qui représente le document de référence du Gouvernement en matière de développement économique et social. L'UNDAF (2014-2018) est décliné autour de six axes prioritaires de coopération entre le Gouvernement du Bénin le Système des Nations Unies (SNU) :

- i) Croissance inclusive, emploi, sécurité alimentaire, égalité du genre et protection sociale ;
- ii) Santé y compris VIH/Sida, Maladies non transmissibles (MnT), nutrition, planification familiale, assainissement de base ;
- iii) Education de base ;
- iv) Protection contre la vulnérabilité sociale, les violences et les abus ;
- v) Gouvernance, participation et décentralisation ; et

vi) Environnement, gestion des crises et catastrophes et changements climatiques.

2. Chaque axe de coopération a été décliné en des effets attendus pour l'année 2018 et des produits à obtenir chaque année de mise en œuvre.

3. Cette stratégie d'assistance des Nations Unies pour le Bénin a été adoptée après que le Bénin ait été admis, en janvier 2010, sur la liste des pays volontaires pour la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies "Unis dans l'Action". Cette réforme permet au SNU de travailler dans un cadre commun de planification et d'améliorer la coordination et la cohérence de ses interventions afin de mieux aligner son appui aux priorités nationales pour atteindre de meilleurs résultats de développement.

4. Dans le but d'approfondir la mise en œuvre de la réforme, le Groupe de Développement des Nations Unies (UNDG) a développé un ensemble intégré de lignes directrices pour

## LES GRANDES LIGNES DU PLAN DE TRAVAIL 2015 DE L'UNDAF

7. Le Plan de travail vise l'opérationnalisation des priorités stratégiques identifiées dans l'UNDAF. Il prend en compte l'ensemble des actions identifiées pour l'accélération des OMD au Bénin et intègre les actions pour la préparation du Bénin à la prise en compte des orientations de développement post 2015.

8. Près de 34,14 millions de dollars sont mobilisés pour la mise en œuvre de l'UNDAF au cours de l'année 2015, soit 56,52% des ressources attendues pour la réalisation des différents produits de l'UNDAF. Ces ressources contribueront à la mise en œuvre des actions pour les six axes de coopération retenus dans l'UNDAF, pour la réalisation des six effets attendus à l'horizon 2018.

**Tableau 1 : Ressources mobilisées pour la mise en œuvre du Plan de travail UNDAF (en millions de dollars)**

	Besoin UNDAF 2015	Ressources disponibles 2015
Effet 1	21,64	6,99
Effet 2	6,66	11,78
Effet 3	7,91	4,63
Effet 4	3,61	1,42
Effet 5	11,76	2,47
Effet 6	8,46	6,83
<b>Total</b>	<b>60,04</b>	<b>34,14</b>

Source : A partir des travaux des groupes d'effets

## ORIENTATIONS PAR AXE DE COOPERATION

### 1-Croissance inclusive, emploi, sécurité alimentaire, égalité du genre et protection sociale

11. Les actions qui seront mises en œuvre dans le cadre de l'atteinte de l'effet 1 « : D'ici à fin 2018, les populations rurales et périurbaines, notamment les jeunes et les femmes dans les communes d'intervention accroissent leur revenu et améliorent leur sécurité alimentaire » de l'UNDAF s'inscrivent

dans la continuité de celles engagées au cours de l'année 2014. Elles porteront sur l'accélération de la croissance rurale, le renforcement de la production agricole, la promotion du travail et de l'emploi décent, l'accès aux services financiers et la protection sociale.

**Tableau 3** : Ressources mobilisées pour la réalisation des produits de l'effet 1 de l'UNDAF (en millions de dollars)

**Effet 1 : D'ici à fin 2018, les populations rurales et périurbaines, notamment les jeunes et les femmes dans les communes d'intervention accroissent leur revenu et améliorent leur sécurité alimentaire**

PRODUITS	Budget UNDAF (2014-2018)	Besoin 2015 selon l'UNDAF	Ressources disponibles pour 2015
Produit 1. 1.	50	10	4,59
Produit 1. 2	16	3,2	1,36
Produit 1. 3	13	2,6	0,070
Produit 1. 4	29,2	5,84	0,97
<b>Total</b>	<b>108, 2</b>	<b>21, 64</b>	<b>6,99</b>



**Tableau 4 : Ressources mobilisées pour la réalisation des produits de l'effet 2 de l'UNDAF (en millions de dollars)**

**Effet 2 : D'ici à fin 2018, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents (es), les femmes en âge de procréer et les ménages bénéficient de façon équitable d'interventions à haut impact de qualité en santé y compris le VIH/SIDA, les MNT, la nutrition, la Planification Familiale, la SRAJ, l'assainissement de base et les communautés adoptent des pratiques favorables à la santé.**

PRODUITS	Budget Total UNDAF 2014-2018	Besoin 2015 selon l'UNDAF	Ressources disponibles pour 2015
Produit 2.1.	4,52	0,91	2,14
Produit 2.2.	22,44	4,49	8,59
Produit 2.3.	6,31	1,26	1,01
<b>Total</b>	<b>33,28</b>	<b>6,66</b>	<b>11,78</b>

**15. Sur un besoin estimé à 6,65 millions de dollars dans l'UNDAF**, un montant de 11,78 millions de dollars sont mobilisés pour l'année 2015 soit un taux de mobilisation de 176,8% en raison des besoins d'urgence liés aux actions complémentaires de mobilisation de ressources pour la gestion et la prévention de la maladie à virus Ebola et Lassa.

**16. Par ailleurs, trois projets conjoints seront mis en œuvre pour renforcer l'atteinte de l'effet 2.** Il s'agit des projets sur :

- i) la prévention et la prise en charge du VIH/ SIDA ;

- ii) la santé maternelle et infantile ;
- iii) Prévention et lutte contre la malnutrition chronique.

**17.** S'agissant du projet sur la prévention et la prise en charge du VIH/ SIDA, l'objectif est de :

- i) réduire la transmission par voie sexuelle ;
- ii) prévenir le VIH chez les consommateurs de drogues ;
- iii) éliminer les nouvelles infections par le VIH chez les enfants ; et de
- iv) renforcer l'intégration de la riposte au VIH.

vue de l'amélioration de la qualité de l'éducation ; et  
v) le renforcement des capacités

des communes pour la scolarisation des groupes marginalisés (handicapés, talibés, bouviers, vulnérables, ménages pauvres).

**Tableau 5** : Ressources mobilisées pour la réalisation des produits de l'effet 3 de l'UNDAF (en millions de dollars)

**Effet 3 : Effet 3: D'ici à fin 2018, les filles et les garçons de 03 à 17 ans, notamment ceux des groupes sous-scolarisés, ont un accès accru et achèvent une éducation de base de qualité.**

PRODUITS	Budget Total UNDAF 2014-2018	Besoin 2015 selon l'UNDAF	Ressources disponibles pour 2015
Produit 3.1.	4,87	0,97	0,67
Produit 3.2.	34,67	6,93	3,95
<b>Total</b>	<b>39,54</b>	<b>7,91</b>	<b>4,63</b>

**Source** : A partir des travaux des groupes d'effets.

22. Un montant de 4,63 millions de dollars est mobilisé au cours de l'année 2015 sur un besoin de 7,91 millions de

dollars exprimés dans l'UNDAF, soit un taux de mobilisation de 58,53% de ressources.

#### 4- Protection contre la vulnérabilité sociale, les violences et les abus

23. Au niveau de la Protection contre la vulnérabilité sociale, les violences et les abus, l'effet attendu est : **« D'ici à fin 2018, les enfants, les adolescent(e)s et les femmes, notamment les plus vulnérables, évitent les comportements à risque, ont un accès et utilisent davantage les services de protection contre les abus, les violences et l'exploitation, et les**

**communautés adoptent des pratiques sociales conformes aux droits humains »**. Pour ce faire, les actions du SNU au cours de l'année 2015 viseront l'intégration de l'approche droits humains et du concept d'équité ainsi que les procédures opérationnelles standards sur les violences basées sur le genre dans les stratégies et programmes de développement.

## 5) Gouvernance, participation et décentralisation

26. Au niveau de l'axe de coopération sur la Gouvernance, la participation et la décentralisation, il est attendu : « **D'ici à fin 2018, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques et principes de gouvernance inclusive, transparente et redevable** ». Pour l'année 2015, les principales actions à mener se focaliseront sur :

- i) la poursuite des réformes politiques économiques, administratives et institutionnelles ;
- ii) le renforcement de la participation des populations aux processus de développement par le recours au volontariat national,
- iii) le renforcement de l'accès à la justice ;
- iv) l'appui à la lutte contre la corruption ;
- v) la réforme de l'état civil,
- vi) la prise en compte de l'approche basée sur les droits humains dans les politiques de développement ; et
- vii) le renforcement du système d'informations statistique.

27. Pour l'année 2015, un montant de 2,47 millions de dollars a été mobilisé pour la réalisation de ces actions sur un besoin de 11,76 millions de dollars, soit un taux de mobilisation de ressource de 21%.

**Tableau 7 :** Ressources mobilisées pour la réalisation des produits de l'effet 5 de l'UNDAF (en millions de dollars)

**Effet 5 : D'ici à fin 2018, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques et principes de gouvernance inclusive, transparente et redevable**

PRODUITS	Budget Total UNDAF 2014-2018	Besoin 2015 selon l'UNDAF	Ressources disponibles pour 2015
Produit 5.1.	4,9	0,98	0,37
Produit 5.2.	7,4	1,48	1,14
Produit 5.3.	4,2	0,84	0,44
Produit 5.4	37,5	7,50	0,38
Produit 5.5	4,8	0,96	0,13
<b>Total</b>	<b>58,8</b>	<b>11,76</b>	<b>2,47</b>

**Source :** A partir des résultats des travaux des groupes d'effets

**Tableau 8** : Ressources mobilisées pour la réalisation des produits de l'effet 6 de l'UNDAF (en millions de dollars)

**Effet 6. D'ici à fin 2018, les institutions et les populations des communes d'intervention assurent une meilleure gestion de l'environnement, des ressources naturelles et énergétiques, du cadre de vie, ainsi que des conséquences des changements climatiques, des crises et catastrophes naturelles.**

PRODUITS	Budget Total UNDAF 2014-2018	Besoin 2015 selon l'UNDAF	Ressources disponibles pour 2015
Produit 6.1.	2,9	0,58	0,15
Produit 6.2.	23,95	4,79	2,19
Produit 6.3.	15,45	3,09	4,48
<b>Total</b>	<b>42,3</b>	<b>8,46</b>	<b>6,83</b>

**Source** : A partir des résultats des travaux des groupes d'effets

33. En somme, un montant de 6,83 millions de dollars US est mobilisé pour l'année 2015 pour la réalisation des

produits de l'effet 6, sur un besoin de 8,46 millions de dollars US, soit un taux de mobilisation de 80,73%

# CONCLUSION

**34.** L'élaboration du plan de travail conjoint pour la mise en œuvre de l'UNDAF s'inscrit dans la mise en œuvre de la réforme « Unis dans l'action », et marque l'engagement de l'Equipe pays à travailler au côté du Gouvernement pour la cohérence et la transparence des actions du SNU au Bénin. Sa mise en œuvre contribuera à :

- i) accélérer les OMD ;
- ii) faciliter l'engagement collectif pour l'agenda post 2015 ;
- iii) renforcer les capacités nationales et l'efficacité du développement et ;
- iv) promouvoir la culture de résultats.

**35.** Le budget requis pour la mise en œuvre de l'UNDAF au cours de l'année 2015 est estimé à 60,04 millions de dollars US. Un montant de 34,14 millions de dollars US a été mobilisé soit un taux de 56,52%.

**36.** Des actions devront être engagées au cours de l'année 2015 pour la

finalisation et la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources du SNU en vue de combler le gap de financement nécessaire à la réalisation des objectifs de l'UNDAF notamment au niveau des effets 1, 3, 4 et surtout 5.

**34.** Au total, la mise en oeuvre efficace de l'UNDAF au cours de l'année 2015 passe par :

- i) le renforcement du leadership national dans le pilotage de la stratégie ;
- ii) le renforcement du système de suivi de l'UNDAF ;
- iii) la mobilisation de la contre partie nationale par la mise en place d'un système pour sécuriser les ressources nationales destinées au financement de l'UNDAF ; et
- iv) la mobilisation les autres partenaires techniques et financiers autour des projets conjoints de l'UNDAF.



**ANNEXE**

**PLAN DE TRAVAIL 2015**







N°	Activités	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimé/Source de financement \$US			Agences concernées	
		2015				2016						Ressources principales	2015			Total
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4				Disponible	A rechercher		
2.1.1.2	Organiser un Forum National sur la santé du Nouveau-né (UNICEF)	x								7%	SUN/CAN	-	30 000	-	30 000	DNSP/FSS/OMG
2.1.1.3	Organiser un Forum National sur la malnutrition chronique (UNICEF)	x								12%	SUN/CAN	50 000	-	-	50 000	UNICEF
2.1.1.4	Mettre en œuvre la feuille de route pays sur le chifrage des coûts, le traçage des dépenses publiques et le suivi local participatif des impacts des interventions en alimentation et en nutrition. (UNICEF)		x							7%	SUN/CAN	-	30 000	-	30 000	UNICEF
2.1.1.5	Finaliser et valider les guides opérationnels, les guides de formateurs et manuels des acteurs sur l'ANIE	x	x							2%	DSME, CAN & SP/CAN, OMS, DDS, ZS, ONGs	-	8 500	-	8 500	UNICEF
2.1.1.6	Apporter un appui technique à l'identification des mécanismes de financement innovants de la santé au	x	x	x	x					5%	DPP/SG/MS	-	20 000	-	20 000	OMS
2.1.1.7	Organiser une réunion de plaidoyer et de réflexion sur la pérennisation de la supplémentation en vitamine A post			x						1%	DSME-ANV-SSP-DDS-ZS	-	5 000	-	5 000	UNICEF
2.1.1.8	Elaborer des documents de politiques et plans nationaux multisectoriels pour la mise en œuvre des interventions de lutte contre les maladies non transmissibles	x	x	x	x					5%	DNSP/FSS	22 000	-	-	22 000	OMS
2.1.1.9	Procéder à la revue des stratégies et systèmes d'interventions relatifs aux troubles liés à l'alcool et à la consommation des substances psychotropes (supports réprogrammation 2015-2017)	x	x	x	x					5%	DNSP/FSS/ONG	-	20 000	-	20 000	OMS
2.1.1.10	Elaborer des notes conceptuelles TB et VIH pour la réprogrammation 2015-2017	x	x	x	x					4%	OMS-ONUSIDA- BIT- UNICEF-PNLS,	-	15 000	-	15 000	OMS
2.1.1.11	Organiser la session du CMS 2015 et 2016			x						1%	PNUD, UNICEF, UNFPA, PAM, OIT	-	5 000	-	5 000	OMS
2.1.1.12	Organiser les sessions de suivi stratégique de la	x	x	x	x					1%	ONUSIDA- OMS, CNLS PNLS	-	5 000	-	5 000	ONUSIDA
2.1.1.13	Renforcer les capacités (formation, dotation en outils de communication et subvention) des représentations d'organisations et réseaux des populations clés (HSH, TS,	x	x	x	x					2%	OMS, CNLS PNLS	-	10 000	-	10 000	ONUSIDA
2.1.1.14	Faire un plaidoyer auprès de l'Assemblée nationale pour le vote de la Loi sur le VIH	x	x	x	x					0%	ONUSIDA, OMS	-	-	-	-	PNUD
2.1.1.15	Elaborer le document de mise en œuvre des stratégies de la politique de la santé communautaire	x	x	x	x					7%	DNSP, DSME, ZS DAA, ZOBOZA, KKP, MK, COZO, ABSO, DSME,	-	30 000	-	30 000	UNICEF
2.1.1.16	Appuyer le processus d'élaboration d'un Programme National d'Éducation Sexuelle Intégrée au Bénin	x	x	x	x					10%	DSME	-	40 000	-	40 000	UNFPA
2.1.1.17	Elaborer la stratégie nationale multisectorielle de prévention et de lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire	x	x	x	x					10%	DSME	-	40 000	-	40 000	UNFPA
2.1.1.18	Actualiser document de protocole de la santé familiale: volet composante commune et composante mère	x								2%	DSME	10 000	-	-	10 000	UNFPA
2.1.1.19	Organiser une réunion de plaidoyer et de réflexion sur la pérennisation de la supplémentation en vitamine A post			x						1%	DSME, ANV, SSP, DDS, ZS	-	5 000	-	5 000	UNICEF
<b>TOTAL</b>												<b>112 000</b>	<b>183 500</b>	<b>120 000</b>	<b>415 500</b>	

N°	Activités	2015								2016			Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimé/Source de financement \$US			Agences concernées
		Q1		Q2		Q3		Q4		2015					Total			
										Ressources principales	Autres Ressources Disponible	A rechercher						
2.1.4.2	Mettre en œuvre le Monitoring Plus dans 9 zones sanitaires (ZMP, MK, KGS, Bkoara, DAA, Zoboza, Cozo, Ab So, Cot 1 et 4, et SABA, Cot 2 et 3)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	4%	DPP/MS, les 4 DDS (Z/C, B/A, A/D et AL) 09 ZS (MK, Bkoara, Cozo, ZKP, KGS, Calavi, Zoboza, DAA et Cot 1-4)	88 000	-	-	88 000	UNICEF
2.1.4.3	Développer un modèle de suivi personnalisé de l'offre des services de santé aux enfants de 0 à 23 mois dans la commune de Gogounou	x										1%	DSME, ZS KGS, Commune de Gogounou	20 000	-	-	20 000	UNICEF
2.1.4.4	Réaliser des supervisions formatives des agents de santé dans 9 zones sanitaire	x										4%	DSME, DPP, Hôpitaux, DDS A/D, DDS B/A, DDS O/P, DDS Z/C, ZS	80 000	-	-	80 000	UNICEF
2.1.4.5	Mettre en place une Plate-forme numérique de gestion des données de l'hygiène et de l'assainissement de base	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	2%	AKVO, DNSP	15 000	-	-	15 000	UNICEF
2.1.4.6	Réaliser des supervisions formatives des agents de santé dans 9 zones sanitaire	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	4%	DNSP - Communes	35 000	-	-	35 000	UNICEF
2.1.4.7	Réaliser la 2ème enquête SARA au Bénin	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	4%	DSME, DPP, Hôpitaux, DDS A/D, DDS B/A, DDS O/P, DDS Z/C, ZS	80 000	-	-	80 000	UNICEF
2.1.4.8	Réaliser les Comptes de santé 2013 du Bénin	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	11%	DPP et Secteurs Connexes	-	-	245 230	245 230	OMS
2.1.4.9	Organiser un atelier d'adaptation et de validation nationale de l'outil de monitoring et réaliser le Monitoring semestriel des fonctions essentielles de SONU de base et complets dans les 17 ZS d'intervention du programme	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	5%	DPP et Secteurs Connexes	-	-	112 086	112 086	OMS
2.1.4.10	Intégrer la surveillance des décès maternels dans le système de surveillance intégrée des maladies et riposte réalisés en santé maternelle	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	4%	DSME DDS ZS	48 000	-	-	48 000	UNFPA
2.1.4.11	Organiser une journée de réflexion sur les progrès réalisés en santé maternelle	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	0%	DSME DDS ZS	10 000	-	-	10 000	UNFPA
2.1.4.12	Organiser la revue des indicateurs SMNI/SR de la base de données du SMIGS, ainsi que des supports de collecte de données passives	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	1%	DSME DDS ZS	20 000	-	-	20 000	UNFPA
2.1.4.13	Organiser une supervision semestrielle de la gestion des produits SR/PF et de l'offre des services de PF dans les 34 zones sanitaires	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	3%	DSME DDS ZS	-	-	75 000	75 000	UNFPA
2.1.4.14	Organiser deux sessions du comité national de sécurisation des produits SR et de coordination des intervenants en PF, y compris la documentation des bonnes pratiques	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	1%	DSME DDS ZS	-	-	20 000	20 000	UNFPA

N°	Activités	Budget Estimé/Sources de financement \$US												Agences concernées			
		2015				2016				2015							
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Ressources principales	Autres Ressources Disponible	A rechercher	Total				
2.2.1.6	Mettre en l'approche ACD pour la relance de la vaccination de routine dans 7 Zones sanitaires	x	x	x	x	x	x	x	x				145 000	-	-	145 000	UNICEF
2.2.1.7	Fournir des équipements (30 Motox, 03 Vehicules, 20 frigos solaires; 1000 enregistreurs automatiques de température et 200 lampes solaires) pour la mise en oeuvre des PIHI de qualité	x	x	x	x								128 000	240 000		368 000	UNICEF
2.2.1.8	Accélérer la mise en oeuvre du plan ETME	x	x	x	x								15 000	168 000	-	183 000	UNICEF
2.2.1.9	Former au moins 75 agents de santé à l'utilisation de la nouvelle carte infantile dans les ZS de 2RP, DAA, et CoZo, Atomey Calavi, So-awa et Ladji (ZS Cotonou 1 & 4)	x	x	x	x								-	40 000	-	40 000	UNICEF
2.2.1.10	Former des formateurs départementaux Atacora/Alibori et Zou et agents de santé sur l'ANIE	x	x	x	x								-	65 000	-	65 000	UNICEF
2.2.1.11	Former les agents de santé sur la prise en charge de la MA	x	x	x	x								-	50 000	-	50 000	UNICEF
2.2.1.12	Approvisionner 19 zones sanitaires en intrants et équipements pour la prise en charge de la MA (UNICEF)	x	x	x	x					x			-	200 000	300 000	500 000	UNICEF
2.2.1.13	Oramiser la supplémentation en vitamine A et le déparasitage 2 fois par an des enfants de 6 - 59 mois lors des JNV	x	x	x	x					x			-	30 000	-	30 000	UNICEF
2.2.1.14	Organiser les supervisions formatives spécifiques sur la nutrition dans 9 Zones sanitaires	x	x	x	x								-	60 000	20 000	80 000	UNICEF
2.2.1.15	Organiser des supervisions formatives intégrées dans 9 ZS de 4 départements (Z/C, B/A, A/D et AL)	x	x	x	x					x	x		-	19 000	-	19 000	UNICEF
2.2.1.16	Former les acteurs clés du secteur de l'hygiène et de l'assainissement de base sur l'approche ATPC et la SNPHAB	x	x	x	x								10 000	40 000	-	50 000	UNICEF
2.2.1.17	Renforcer les mesures en d'hygiène en milieu scolaire	x	x	x	x					x	x		-	-	200 000	200 000	UNICEF
2.2.1.18	Elaborer le Plan triennal développement des ressources humaines en santé au Bénin	x	x	x	x								-	5 000	5 000	10 000	OMS
2.2.1.19	Soutenir le fonctionnement de l'Observatoire des RHS du Bénin	x	x	x	x					x	x		-	2 000	8 000	10 000	OMS
2.2.1.20	Elaborer le Plan de formation de RHS du ministère de la santé du Bénin	x	x	x	x								-	10 000	-	10 000	
2.2.1.21	Mettre en oeuvre une approche intégrée de lutte contre le retard de croissance dans le cadre d'un projet conjoint de lutte contre le retard de croissance dans les communes de Karimama et Malanville	x	x	x	x					x	x		-	200 000	280 000	480 000	UNICEF

N°	Activités	Budget Estimé/Sources de financement \$US												Agences concernées			
		2015				2016				2015							
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Ressources principales	Autres Ressources Disponible		A rechercher	Total	
2.2.2.4	Doter les relais communautaires de médicaments et d'outils de gestion	x	x	x	x					16%	DNSP, ZS COZO, AbSo, ZS KGS BANIKOARA, Cotonou/ Ladjil, ZS	170 000	217 000	-	387 000	UNICEF	
2.2.2.5	Former / recycler les relais communautaires des zones sanitaires sur le paquet complet	x	x	x	x	x	x	x	x	8%	DNSP, ZS COZO, AbSo, ZS KGS BANIKOARA, Cotonou/ Ladjil, ZS	50 000	-	150 000	200 000	UNICEF	
2.2.2.6	Organiser 34 campagnes de services gratuits de PF et de dépistage volontaire du VIH/SIDA et renforcer les capacités des relais communautaires pour l'offre des services de SR/PI (formation, suivi, matériels et équipements) Renforcer les capacités des relais communautaires pour l'offre des services de SR/PI (organisation de quatre sessions de formation pour 150 relais, chacun (soit 600 relais) sur la distribution communautaires de produits contraceptifs; suivi des relais et des OSC; dotation en matériels et outils; collecte semestrielle des données de distribution des contraceptifs (condoms, spermicides et pilules orales) sous directives									7%	DSME/ZS	75 000	-	100 000	175 000	UNFPA	
2.2.2.7	Organiser le dépistage de masse de la MA chez les enfants de 6 - 59 mois dans 9 zones sanitaires	x	x	x	x					1%	DSME, DDS A/L, DDS A/D, DDS Z/C, ZS	-	23 000	-	23 000	UNICEF	
<b>TOTAL</b>		<b>305 000</b>												<b>1 486 000</b>	<b>697 000</b>	<b>2 488 000</b>	
<b>Axe d'intervention 2.2.3. Renforcement de l'organisation des interventions (campagnes de vaccination, ETME, CARMMA, semaine de survie de l'enfant, et journées statutaires...) pour l'amélioration de la couverture sanitaire</b>																	
2.2.3.1	Organiser deux semaines de survie de l'enfant	x	x	x	x	x	x	x	x	74%	DSME, DDS, ZS	-	180 000	0	180 000	UNICEF	
2.2.3.2	Organiser la semaine mondiale de l'allaitement maternel					x				6%	MS, DSME, ANV-SSP, DDS, ZS,	14 000	-	0	14 000	UNICEF	
2.2.3.3	Mettre en œuvre des AVS et introduction des nouveaux vaccins								x	20%	ANV-SSP	-	50 000	0	50 000	UNICEF	
<b>TOTAL</b>		<b>14 000</b>												<b>230 000</b>	<b>0</b>	<b>244 000</b>	
<b>Axe d'intervention 2.2.4. Préparation et réponse aux urgences et actions humanitaires</b>																	
2.2.4.1	Mettre en place un stock d'urgence en santé, nutrition et WASH pour la réponse aux urgences humanitaires	x	x	x	x	x	x	x	x	30%	DNSP, DSME, DDS, ZS	30 000	50 000	20 000	100 000	UNICEF	
2.2.4.2	Mettre en œuvre la réponse aux urgences (prepositionnement, riposte, evaluation)	x	x	x	x	x	x	x	x	70%	DNSP, DSME, DDS, ZS	70 000	110 000	55 000	235 000	UNICEF	
<b>TOTAL</b>		<b>100 000</b>												<b>160 000</b>	<b>75 000</b>	<b>335 000</b>	
<b>Axe d'intervention 2.2.5. Renforcement des capacités par niveau pour l'élimination des fistules obstétricales</b>																	
2.2.5.2	Apporter un appui à la lutte contre les fistules									100%	DSME	140 000	0	0	140 000	UNFPA	
<b>TOTAL</b>		<b>140 000</b>												<b>0</b>	<b>0</b>	<b>140 000</b>	
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 2.2.</b>		<b>1 029 000</b>												<b>5 613 968</b>	<b>1 955 000</b>	<b>8 597 968</b>	

N°	Activités	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimé/Source de financement \$US			Agences concernées		
		2015		2016		2015		2016				Ressources principales	Autres Ressources Disponible	A rechercher		Total	
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4								
<b>Effet UNDAF 3 : D'ici à fin 2018, les filles et les garçons de 03 à 17 ans, notamment ceux des groupes sous-scolarisés, ont un accès accru et achèvent une éducation de base de qualité. (UNICEF, UNESCO, PAM, ONUSIDA)</b>																	
<b>Produit 3.1. Les acteurs du système éducatif aux niveaux central, déconcentré et décentralisé ont des capacités accrues pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies de développement du secteur éducation. (UNESCO, UNICEF, PAM, ONUSIDA)</b>																	
<b>Proportion de communes disposant d'un système d'information fonctionnel relatif aux données éducatives</b>																	
N°	Indicateurs	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimé/Source de financement \$US			Agences concernées		
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			Ressources principales ordinaires	Autres Ressources Disponible	A rechercher		Total	
<b>Axe d'intervention 3.1.1. : Renforcement des capacités des communes y compris le plaidoyer pour la prise en compte des politiques et stratégies éducatives sensibles à l'équité et à l'égalité de genre, dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des Plans de Développement Communaux (UNICEF)</b>																	
3.1.1.1	Poursuivre le monitoring décentralisé de l'éducation dans les communes de Mahanville, d'Aguégués,	X	X	X	X					100%	DPP, DDEC, DDEMP, COMMUNES, CS	0	10 000	0	10 000	UNICEF	
<b>Total</b>										<b>100%</b>		<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>		
<b>Axe d'intervention 3.1.2. : Renforcement du système d'informations, de Gestion et de Suivi de l'enseignement maternel et primaire aux niveaux central, déconcentré et décentralisé, y compris la réalisation d'une carte scolaire prenant en compte les groupes marginalisés notamment les enfants à handicap (UNICEF)</b>																	
3.1.2.1	Poursuivre la mise en place du SIGE dans les 9 communes	X	X	X	X	X	X	X	X	4%	DPP, COMMUNES, CS	40 000	-	-	-	40 000	UNICEF
3.1.2.2	Actualiser la base de données du système éducatif intégrant les enfants hors de l'école et les informations	X	X	X	X	X	X	X	X	6%	DPP	50 000	-	-	-	50 000	UNICEF
3.1.2.3	Réaliser une étude de faisabilité de la carte scolaire	X	X	X	X	X	X	X	X	6%	DPP	50 000	-	-	-	50 000	UNICEF
3.1.2.4	Analyser le déficit d'enseignants qualifiés et organiser le plaidoyer pour une meilleure répartition des enseignants	X	X	X	X	X	X	X	X		DPP, DRH, CNE, CS	-	10 000	-	-	10 000	UNICEF
<b>Total</b>										<b>100%</b>		<b>140 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>140 000</b>		
<b>Axe d'intervention 3.1.3. : Elaboration, dissémination, mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques, stratégies et programmes éducatifs (alimentation scolaire, formation et gestion de carrière des enseignant(e)s et des personnels d'encadrement ...). (PAM, UNICEF, UNESCO)</b>																	
3.1.3.1	Faire adopter et disséminer la PNDIE et la Politique Nationale de Formation des Enseignants (UNICEF)	X	X	X	X					6%	DPP, DEM, DFEA (Ministère de la famille), DCPD (Ministère du développement)	30 000	-	-	-	30 000	UNICEF
3.1.3.2	Organiser un atelier de dissémination de la politique	X	X	X	X					2%	DAS/MEMP	10 000	-	-	-	10 000	PAM
3.1.3.3	Faciliter l'élaboration du plan d'action de la Politique Nationale d'Alimentation Scolaire (PAM)	X	X	X	X	X	X	X	X	4%	DAS/MEMP MDAEP, MAEP, M5, MF	20 000	-	-	-	20 000	PAM
3.1.3.6	Plaidoyer et renforcement des capacités : Politique des enseignants (UNESCO)	X	X	X	X					2%	EFA Task force on teachers/UNESCO, UNICEF, MEMP	10 000	-	-	-	10 000	UNESCO

N°	Activités	Budget Estimé/Source de financement SUS												Agences concernées							
		2015						2016							2015						
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4		Ressources principales	Autres Ressources Disponible A rechercher	Total				
3.2.1.5	Doter les Ecoles maternelles et Espaces enfance en programmes d'éveil et autres documents pédagogiques	X	X	X	X	X						X					5 789	-	5 789	UNICEF	
3.2.1.6	Mettre en œuvre les activités en faveur des enfants de 3 à 5 ans dans six (06) espaces d'éveil du péri-urbain de	X	X	X	X	X											50 000	-	50 000	UNICEF	
3.2.1.7	Organiser des séances d'information et de formation des parents sur la prise en charge du jeune enfant (UNICEF)	X	X	X	X	X											33 000	-	33 000	UNICEF	
3.2.1.10	Doter les centres d'éducation préscolaire des communes lacustres d'intervention en barques motorisées et gilets	X	X														52 000	-	52 000	UNICEF	
3.2.1.11	Réaliser des infrastructures sanitaires dans les écoles maternelles et former les comités de gestion (UNICEF)	X	X	X	X	X											30 000	-	30 000	UNICEF	
<b>TOTAL</b>														<b>0</b>	<b>342 789</b>	<b>0</b>	<b>342 789</b>				
<b>Axe d'intervention 3.2.2. : Génération de nouvelles connaissances (études, recherches, partage d'expériences, Voyages d'échanges) (UNICEF, PAM, UNESCO)</b>																					
3.2.2.1	Documenter les acquis du projet de formation des enseignants ex communautaire reversés contractuels de l'Etat (UNICEF)	X	X														10 000	-	10 000	INFRE	
3.2.2.3	Organiser des voyages d'échanges sur l'Alimentation Scolaire (PAM)				X						X						-	30 000	30 000	DAS/MEMP	
<b>TOTAL</b>														<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000</b>	<b>40 000</b>				
<b>Axe d'intervention 3.2.3. : Renforcement des capacités du Gouvernement et des communes pour la scolarisation des groupes marginalisés (handicapés, talibés, bouviers, vulnérables, ménages pauvres) et lauréats du premier cycle du secondaire. (UNICEF, UNESCO)</b>																					
3.2.3.1	Finaliser le document de stratégie d'inclusion des groupes marginalisés (UNICEF)	X	X	X	X												10 000	5 000	15 000	DPS (MEMP), ONG, Communes	
3.2.3.2	Poursuivre le dialogue communautaire pour la scolarisation des enfants handicapés, talibés et bouviers dans les communes ciblées	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	15 000	5 000	20 000	DPS, DEP, Communes	
3.2.3.3	Doter les enfants issus des ménages pauvres de fournitures et uniformes scolaires (UNICEF)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100 000	48 000	148 000	DPS, DEP, CS, CPS, Communes	
3.2.3.4	Fournir un appui matériel, financier, et psychosocial pour les filles vulnérables en vue de la transition vers le secondaire et le maintien jusqu'en classe de troisième (UNICEF)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	15 000	52 000	67 000	DPS, DES (MESFP-RJ), DPS (MEMP), CPS, Communes	
3.2.3.5	Faire un plaidoyer en faveur de la scolarisation des enfants auprès des leaders d'opinion et de la Commission «Education» de l'Assemblée Nationale (UNICEF)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	35 000	25 000	60 000	DPS (MEMP), Communes	
3.2.3.6	Développer en partenariat avec Borntonden une stratégie pour la mise en place de boutique de fourniture scolaire (UNICEF)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	5 000	-	5 000	DPS (MEMP)	
3.2.3.7	Organiser des ateliers nationaux UNGEI et participer à la réunion régionale (UNICEF)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	10 000	10 000	DPS	
<b>TOTAL</b>														<b>180 000</b>	<b>145 000</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>				

N°	Activités	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimate/Source de financement \$US			Agences concernées	
		2015				2016						Ressources principales	2015			Total
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4				Disponibles	A rechercher		
<b>Axe d'intervention 3.2.7 : Renforcement des capacités des principaux acteurs/actrices sur la planification, l'éducation nutritionnelle et la gestion des programmes d'alimentation scolaire (PAM, FAO)</b>																
3.2.7.1	Former les CP, C/CS, C/SAS sur la planification et le suivi des activités d'alimentation scolaire (PAM)				X				X	1%	DAS - DEEMP/MEEMP DN-PAM/MDAEP	10 000	-	-	10 000	PAM
3.2.7.2	Former les membres des comités de gestion des cantines scolaires sur les avantages de la cantine, la gestion des stocks, la mobilisation communautaire, la promotion des jardins et champs scolaires, etc. (PAM, FAO)				X	X			X	10%	DAS - DEEMP/MEEMP DN-PAM/MDAEP	-	-	100 000	100 000	PAM, FAO
3.2.7.3	Former les cuisinières et les membres des Associations de Mères d'élèves sur l'éducation nutritionnelle, l'élaboration de menus et l'utilisation du recueil de mets (PAM)			X	X				X	1%	DAS - DEEMP/MEEMP DN-PAM/MDAEP	10 000	-	-	10 000	PAM
3.2.7.4	Mettre en place un cadre institutionnel de l'approche intégrée de l'Alimentation Scolaire (PAM)	X	X							10%	DAS - DEEMP/MEEMP DN-PAM/MDAEP, MAEP, MF	-	-	100 000	100 000	PAM
3.2.7.5	Organiser le forum national sur l'Alimentation Scolaire (PAM)	X	X	X						15%	DAS - DEEMP/MEEMP DN-PAM/MDAEP, MAEP, MF	-	-	150 000	150 000	PAM
<b>Total</b>												<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>350 000</b>	<b>370 000</b>	PAM
<b>Axe d'intervention 3.2.8. : Promotion de l'alimentation scolaire à travers les cantines basées sur la production locale pour le maintien des enfants (P/G) à l'école (PAM)</b>																
3.2.8.1	Mettre en place les vivres dans les écoles bénéficiaires de cantines	X	X	X	X				X	97%	DAS/MEEMP DN-PAM/ MDAEP	1 000 000	-	-	1 000 000	PAM
3.2.8.2	Doter les écoles bénéficiaires de cantines scolaires en kit de jardin et d'ustensiles de cuisine	X			X				X	0%	DAS/MEEMP DN-PAM/ MDAEP	10 000	-	-	10 000	PAM
3.2.8.3	Mettre en œuvre l'initiative PAP (Achat pour le Progrès) dans les écoles pilotes	X	X	X	X	X			X	2%	DAS/MEEMP DN-PAM/ MDAEP, MAEP	-	-	50 000	50 000	PAM
<b>Total</b>												<b>1 010 000</b>	<b>0</b>	<b>1 050 000</b>	<b>2 060 000</b>	
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 3.2.</b>												<b>1 390 000</b>	<b>1 130 789</b>	<b>1 430 000</b>	<b>3 950 789</b>	
<b>GRAND TOTAL EFFET 3</b>												<b>2 049 790</b>	<b>1 150 789</b>	<b>1 430 000</b>	<b>4 630 579</b>	
<b>Effet UNDAF N°4 : D'ici à fin 2018, les enfants, les adolescents et les femmes, notamment les plus vulnérables, évitent les comportements à risque, ont un accès et utilisent davantage les services de protection contre les abus, les violences et l'exploitation, et les communautés adoptent des pratiques sociales conformes aux Droits Humains</b>																
Produit 4.1. : Les acteurs du système de protection aux niveaux national, décentralisé, ont des capacités accrues pour l'identification des problèmes de protection de l'enfant de la jeune fille et de la femme, la planification, la coordination, la mise en œuvre équitable et l'évaluation des politiques et stratégies nationales.																
Indicateurs																
Proportion des communes disposant d'un système de protection adéquat et accessible (R:XX, C:XX) ;																
Proportion d'acteurs clés formés pour appliquer les normes et standards de protection (R:XX, C:XX)																
Proportion de leaders locaux, impliqués dans la protection des femmes et des filles contre les violences et les abus																
Référence																
cible 2015																
cible 2016																
cible 2018																

N°	Activités	Budget Estimé/Source de financement \$US												Agences concernées				
		2015						2016							2017			
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4		Ressources principales	Autres Ressources Disponible	A rechercher	Total
4.1.4.2	Apporter un appui technique et financier au système de détection au niveau communautaire (gestion et référencement de cas de violences faites aux enfants) à travers une ligne verte de l'OCPM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	30 000			30 000	UNICEF, MIFASSNHPTA, MILDH, MISPC
4.1.4.3	Mettre en place une plate forme électronique de recensement et de dénonciation de toutes les formes de violence faites aux enfants			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	20 000			20 000	PNUD (10 000), UNFPA (10 000)
<b>TOTAL</b>														<b>70 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>80 000</b>	
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 4.1.</b>														<b>398 000</b>	<b>0</b>	<b>17 000</b>	<b>555 000</b>	
Produit 4.2 : Les acteurs du système de protection au niveau central, décentralisé et concentré et dans les communes d'intervention sont plus aptes à offrir des services de prise en charge des victimes de violences et d'abus, de protection de qualité et à mettre en œuvre les lois et politiques existantes en matière de protection des droits humains. (UNFPA, PNUD, UNICEF, BIT, ONUSIDA)																		
Indicateurs																		
Proportion de ménages ayant une bonne connaissance sur l'utilisation des services de protection (R:XX, C:XX)																		
Proportion de ménages sensibilisés sur la prévention des abus, des violences et de l'exploitation des																		
Proportion de ménages vulnérables ayant bénéficié d'une assistance technique, matérielle ou financière pour faire face aux abus, violences et exploitation des plus vulnérables (R:XX, C:XX)																		
Axe d'intervention 4.2.1. Amélioration du cadre légal et institutionnel (Elaboration, actualisation, vulgarisation, développement de standards et suivi de la mise en œuvre des dispositions légales et politiques) relatif à la protection de l'enfant, de la jeune fille et de la femme (UNICEF, UNFPA)																		
4.2.1.1	Faire le suivi de la mise en œuvre des mécanismes et instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs à la promotion et de protection des droits des femmes, et des enfants (programme d'action de Beijing, recommandations CSW, résolutions, conventions, CEDEF,	X												10 000			10 000	MILDH
<b>Total</b>														<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>20 000</b>	
Axe d'intervention 4.2.2. Renforcement des capacités (Analyse des gaps de capacité, formation, assistance technique, équipements) des acteurs (Assistants Sociaux, Inspecteurs de travail, Officiers de Police judiciaire, Magistrats, officiers et agents d'état civil, agents des OSC, y compris les associations de femmes) sur les standards et la réglementation en matière de protection des enfants, des jeunes filles et des femmes (UNICEF, UNFPA, PNUD, BIT)																		
4.2.2.1	RENDRE PLUS OPERATIONNEL LE SYSTEME DE PROTECTION (Assistants Sociaux, Inspecteurs de travail, Officiers de Police judiciaire, Magistrats, officiers et agents d'état civil, agents des OSC sur la loi VIF et les matériels informatiques	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	30 000			30 000	UNFPA (10000) PNUD (20000),
4.2.2.2	Doter 10 structures partenaires en équipements et matériels informatiques	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	120 000			120 000	UNICEF
4.2.2.3	Former des formateurs seniors des écoles nationales de police et de la gendarmerie pour l'intégration dans le curriculum des agents des OSC en matière de	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	20 000			20 000	UNFPA (5000) UNICEF (10000)
<b>Total</b>														<b>170 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>170 000</b>	
Axe d'intervention 4.2.3. Mise en œuvre des procédures opérationnelles standards de prévention et de réponses aux violences basées sur le genre, y compris dans les contextes humanitaires, aux niveaux central et local s'appuyant sur un comité national multisectoriel (UNICEF, UNFPA, ONUSIDA, HCR, PNUD)																		
4.2.3.1	Organiser une conférence de partage d'expériences sur l'engagement des forces de sécurité en matière de prise en charge des victimes et de réinsertion des auteurs de	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	14 000			14 000	MISC, MIFASSNHPTA
<b>Total</b>														<b>14 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>24 000</b>	



N°	Activités	Budget Estimé/Sources de financement \$US												Agences concernées					
		2015				2016				2015					Agences concernées				
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Ressources principales	Autres Ressources Disponibles	A rechercher	Total						
4.3.1.2	Assurer la protection et la prise en charge des enfants victimes d'abus, de violence et d'exploitation	X	X	X	X									270 000	0	10 000	270 000	UNICEF, IFMA, St Joseph, Caritas, Don Bosco	UNICEF
<b>TOTAL</b>														280 000	0	10 000	290 000		
<b>Axe d'intervention 4.3 Renforcement du leadership et du dialogue politique pour la promotion de l'égalité des sexes et des droits humains et promotion de la communication pour la protection des droits en matière de procréation, de rennesion et</b>																			
4.3.1.1	Organiser 5 Campagnes Communautaires pour un Changement de Comportement (CCCC) associées avec offres gratuites des services de Planification Familiale à l'occasion de la célébration des journées nationales	X	X	X	X	X	X	X	X					10 000	0	10 000	20 000	UNFPA (5000) PNUD (5000)	
4.3.1.2	Organiser des Campagnes d'engagements des décideurs et leaders d'opinions religieuses et traditionnelles pour la protection des droits des femmes et des filles à l'intégrité	X	X	X	X	X	X	X	X					10 000	0	10 000	20 000	UNFPA	
<b>TOTAL</b>														20 000	0	20 000	40 000		
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 4.3</b>														450 000	0	30 000	480 000		
<b>GRAND TOTAL EFFET 4</b>														1 212 000	0	67 000	1 419 000		
Effet UNDAF 5 : D'ici à fin 2018, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques et principes de gouvernance inclusive, transparente et redevable																			
Produit 5.1 : Le Gouvernement et les communautés nigériennes disposent de capacités accrues pour conduire les réformes administratives, économiques et sociales et pour mettre en œuvre des politiques et programmes de développement durable																			
Nombre de cadres (DPP, DRFM, Directeurs Techniques et chefs service suivi-évaluation) par ministères ciblés formés chaque année à l'utilisation des outils d'opérationnalisation du budget-orientation vers la budgétisation sociale et la budgétisation sensible au genre																			
Nombre d'élue(s) locaux/locales et de personnels communaux de chaque commune d'intervention																			
Proportion de communes d'intervention disposant d'un système d'information territorial/communal																			
Existence d'une Politique Pénale de la Justice pour Mineurs																			
N°	Activités	2015				2016				Budget Estimé/Sources de financement \$US				Agences concernées					
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Ressources principales	Autres Ressources Disponibles	A rechercher	Total						
<b>Axe d'intervention 5.1.1 Accompagnement des réformes administratives, institutionnelles, économiques et sociales pour réaliser la transformation socio-économique et améliorer la satisfaction des besoins des citoyens du Bénin. (PNUD, UNICEF)</b>																			
5.1.1.1	Organiser le mois du service public (PNUD)																	PNUD	
5.1.1.2	Acquérir du matériel au profit du MTFPRAI et de ses bénéficiaires																	PNUD	
5.1.1.3	Editer et Vulgariser le guide des usagers de l'administration communale	X					X							100 000	0	25 000	125 000	MTFPRAI	
5.1.1.4	Mettre en place de nouveaux services de relations avec les citoyens																	PNUD	
5.1.1.5	Implanter des systèmes de suivi du délai de traitement des dossiers administratifs																	PNUD	
5.1.1.6	Elaborer le schéma directeur de la gouvernance administrative																	PNUD	
5.1.1.7	Mettre en place un système e-conseil des ministères																	PNUD	
5.1.1.8	Mettre en place un système de suivi des projets de développement communales																	PNUD	
5.1.1.9	Organiser une conférence annuelle des coordinateurs de projets administratifs																	PNUD	
5.1.1.10	Elaborer le document cadre intégré de gestion des réformes (PNUD)																	PNUD	

N°	Activités	Budget Estime/Source de financement SUS												Agences concernées					
		2015				2016				2015					Total				
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Ressources principales	Autres Ressources Disponible	A rechercher	Total						
	Mise à jour régulière du système d'information Statistique national prenant en compte l'équité et l'égalité de genre (R :Oui ; C :Oui)																		
N°	Activités	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Budget Estime/Source de financement SUS 2015				Total	Agences concernées				
										Ressources principales ordinaires	Autres Ressources Disponible	A rechercher	Total						
<b>Axe d'intervention 5.2.1 : Accompagnement stratégique et opérationnel des acteurs/actrices concernés en planification, programmation, budgétisation pluriannuelle et gestion macro-économique</b>																			
5.2.1.1	Organiser la revue conjointe Gouvernement PTF pour l'année 2015 (PNUD)	X	X							MDAEP	15 000			15 000	PNUD				
5.2.1.2	Evaluer la SCRP 2011-2015 (PNUD)	X	X							MDAEP	32 000			32 000	PNUD				
5.2.1.3	Organiser le forum national sur la SCRP 4eme generation et son programme d'actions prioritaires (PNUD)			X	X					MDAEP	13 000			13 000	PNUD				
5.2.1.4	Elaborer le rapport annuel de mise en oeuvre du plan d'action 1000 jours pour realiser les OMD (PNUD)	X	X	X	X					MDAEP	24 000			24 000	PNUD				
5.2.1.5	Finaliser le modele d'equilibre general stochastique pour simuler et analyser l'impact des chocs externes sur l'economie beninoise (PNUD)	X	X							MEFP	58 000			58 000	PNUD				
5.2.1.6	Finaliser l'actualisation du Guide d'elaboration des strategies sectorielles et appuyer son utilisation (PNUD)	X	X							MDAEP	15 000			15 000	PNUD				
5.2.1.7	Definir les cibles des priorites de developpement post-2015 du Benin et evaluer les besoins en ressources pour la realisation de certaines cibles à l'horizon 2020 (PNUD)	X	X							MDAEP, DGPD	20 000			20 000	PNUD				
5.2.1.8	Former les cadres nationaux, les OSC et le secteur privé sur le nouvel agenda de developpement post 2015 (PNUD)			X	X					PM	PM			PM	PNUD				
5.2.1.9	Renforcer la qualité de la Note de conjoncture économique publiée par la Direction de la prévision et de la conjoncture (PNUD)	X	X							PM	PM			PM	PNUD				
5.2.1.10	Vulgariser le plan d'action d'Istanbul des PMA et élaborer le rapport national 2015 de suivi dudit plan (PNUD)			X	X					MDAEP/DGPD	10 000			10 000	PNUD				
<b>Total</b>											<b>103 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>103 000</b>					
<b>100%</b>																			

N°	Activités	Budget Estimé/Sources de financement SUS												Agences concernées	
		2015				2016				2015					Total
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Ressources principales	Autres Ressources Disponible	A rechercher			
5.2.5.1	FAIRE LA Revue des dépenses publiques (PER) de la commune de Malanville (UNICEF)		x	x						Maire de Malanville, MDAEP, DDPD BA	20 000			20 000	UNICEF
5.2.5.2	Faire la revue à mi-parcours du PDC 2 de Za-Kpota									Maire de Za-Kpota, MDAEP, DDPD	3 000			3 000	UNICEF
5.2.5.3	Faire la revue finale du PDC 2 et ELABORER LE PDC 3 de So-Ava (UNICEF)local		x							Maire de So-Ava, MDAEP, DDPD AL	3 000			3 000	UNICEF
5.2.5.4	Actualiser du Guide méthodologique d'élaboration des PDC	x	x	x						MDGLAAT	20 000			20 000	UNICEF
5.2.5.5	Evaluer LES PDC de la commune de Karimama et de So-Ava	x	x	x	x					MEPPD,DGE, MDAEP, ANCEB, Mairies concernées, MDGLAAT	35 000			35 000	UNICEF
5.2.5.6	Suivre la mise en œuvre des PDC; revues semestrielles et annuelles des PTA des communes de convergence (UNICEF)	x			x					PNUD/DDPD B-A, Z-C, A-L, Mairies concernées, DDPD	25 000			25 000	UNICEF
<b>TOTAL</b>											106 000	0	0	106 000	
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 5.2.</b>											1 142 000	0	0	1 148 000	
Produit 5.3 : L'Assemblée Nationale et les autres Institutions de l'Etat ont des capacités accrues pour mieux assurer leurs prérogatives															
Indicateurs															
Référence : cible 2015, cible 2016, cible 2018															
Disponibilité du plan stratégique de l'Assemblée Nationale (R. Non, C. Oui)															
Nombre d'audits organisationnels d'Institutions de la République réalisés (R:02, C: 07)															
N°	Activités	Budget Estimé/Sources de financement SUS												Agences concernées	
		2015				2016				2015					Total
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Ressources principales ordinaires	Autres Ressources Disponible	A rechercher			
<b>Axe d'intervention 5.3.1. Renforcement des capacités techniques et institutionnelles de l'Assemblée Nationale (PNUD)</b>															
5.3.1.1	Organiser les sessions de formation des parlementaires	x	x	x	x					Assemblée Nationale	100000	50000	50000	200000	PNUD
	Acquérir de matériel informatique au profit de la radio hémisphère (PNUD)									Assemblée Nationale					PNUD
5.3.1.2	Organiser des consultations publiques entre députés et électeurs (PNUD)					x				Assemblée Nationale	50000	0	25000	75000	PNUD
5.3.1.3	Organiser des séances d'examen et de vote des lois de finance (PNUD)						x			Assemblée Nationale	50000	0	40000	90000	PNUD
<b>TOTAL</b>								x			200 000	50 000	115 000	365 000	
<b>Axe de l'intervention 5.3.2. Accompagnement des institutions publiques en vue d'une meilleure participation des populations (H/F), au contrôle citoyen efficace et à une gouvernance concertée</b>															
5.3.2.1	Organiser des sessions de formation à l'endroit des OSC						x			HEGEC, Institutions, OSC	25000	25000	25000	75000	PNUD
<b>Total</b>											25 000	25 000	25 000	75 000	
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 5.3.</b>											225 000	75 000	140 000	440 000	
Produit 5.4 : Les Institutions, les OSC et les médias ont des capacités accrues pour participer au processus de développement inclusif et pour mieux conduire les processus électoraux															
Indicateurs															
Référence : cible 2015, cible 2016, cible 2018															
Proportion d'OSC partenaires formés sur les thématiques du développement (R : 40% ; C : 100%);															
Nombre d'OSC impliqués dans le cadre de dialogue favorisant l'apaisement du climat politique et social (R : 02, C : 07)															
2015															
2016															
Partenaires de mise en œuvre															
Ressources															
Autres Ressources															
Budget Estimé/Sources de financement SUS															
2015															
Ressources															
Autres Ressources															
Budget Estimé/Sources de financement SUS															
2015															
Ressources															
Autres Ressources															



N°	Activités	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estime/Source de financement \$US			Agences concernées
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			Ressources principales	2015		
													Autres Ressources Disponible	A rechercher	
6.2.1.1.	Sensibiliser les communautés et organisations locales sur les textes d'attributions des statuts juridiques pour l'intégration des FG dans le système des aires protégées	X	X	X	X					MEHU, UE, COM	48 000			48 000	PNUD
6.2.1.2.	Mettre en place les instances de protection et de gestion des berges et des forêts galeries.	X	X							MEHU, UE, COM	70 000			70 000	PNUD
6.2.1.3.	ENCOURAGER les communes dans la prise en compte des préoccupations relatives à l'environnement et aux CC dans les outils de planification	X	X	X	X					MEHU, UE, COM	60 000			60 000	PNUD
6.2.1.4.	Vulgariser des mesures de lutte contre les inondations et des pratiques agricoles adaptées	X	X	X	X					MEHU, UE, COM	308 000			308 000	PNUD
6.2.1.5.	Former dans le domaine de la gestion forestière et doter en matériels techniques les instances communautaires en charge de la préservation des FG	X	X							MEHU, UE, COM	70 000			70 000	PNUD
6.2.1.6.	Identifier les pratiques ou technologies de préservation durable de la biodiversité favorables au contexte et tenant compte des exploitants des zones ciblées	X	X							MEHU	700 000			700 000	PNUD
6.2.1.7.	Diffuser auprès des exploitants ou des groupes concernés les pratiques ou technologies de préservation durable de la biodiversité	X	X	X	X					MEHU				-	PNUD
6.2.1.8.	Sélectionner deux ou trois écosystèmes de forte valeur tels définis dans le document de stratégie de OP6	X	X							MEHU				-	PNUD
6.2.1.9.	Organiser les populations riveraines pour la préservation, sous contrainte d'exploitation, des zones à forte valeur de conservation ciblées	X	X	X	X					MEHU				-	PNUD
6.2.1.10.	Identifier les technologies à faible émission de carbone pour la sauvegarde des essences forestières (foyers)	X	X							MEHU				-	PNUD
6.2.1.11.	Mettre en place les technologies à faible émission de carbone identifiées (foyers améliorés, autociseurs etc)	X	X	X	X					MEHU				-	PNUD
6.2.1.12.	Former les artisans pour la fabrication de foyers améliorés ou d'autociseurs solaires	X	X							MEHU				-	PNUD
6.2.1.13.	Mettre en relation les artisans avec les acteurs indiqués pour la vente des foyers améliorés ou autociseurs solaires.		X							PAM, MEHU, MEMP, PMF				-	PNUD/FEM
6.2.1.14.	Identifier les pratiques de pêche dégradantes des pêcheries dans les zones ciblées.	X	X							MEHU, MAEP				-	PNUD/FEM
6.2.1.15.	Identifier des pratiques ou activités alternatives aux pratiques de pêche interdites	X	X							MEHU, MAEP, PMF				-	PNUD/FEM
6.2.1.16.	Vulgariser les pratiques ou activités alternatives aux pratiques de pêche interdites	X	X	X	X					MEHU, MAEP, PMF				-	PNUD/FEM

N°	Activités	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimé/Source de financement SUS			Agences concernées	
		2015				2016						Ressources principales	2015			Total
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4				Disponible	A rechercher		
6.3.1.2.	Procéder au jaugage des stations hydrométriques SAP des fleuves Niger et Volta (synergie avec les projets AMMA-CATCH de l'IRD et Niger-HYCOS de la DG-Eau)	x	x	x							MERPMEDER, MEHU				PNUD	
6.3.1.3.	Acheter des licences de logiciels appropriés pour la modélisation hydrologique	x	x								MERPMEDER, MEHU				PNUD	
6.3.1.4.	Partager les connaissances, entre la DG-Eau et le Laboratoire d'hydrologie appliquée (LHA) sur la calibration et la validation des modèles hydrologiques			x							MERPMEDER, MEHU				PNUD	
6.3.1.5.	Former 6 ingénieurs, 9 techniciens et 50 observateurs pour la gestion du réseau des stations d'alerte	x									MERPMEDER, MEHU, MTPT				PNUD	
6.3.1.6.	Relever les données d'observation des stations SAP	x	x	x							MERPMEDER, MEHU, MTPT				PNUD	
6.3.1.7.	Installer 7 stations automatiques agro-climatiques, 3 stations synoptiques et 10 pluviomètres automatiques	x									MERPMEDER, MEHU, MTPT				PNUD	
6.3.1.8.	Acheter un serveur sécurisé de données et un serveur de soutien pour constituer une base de données à long terme	x	x	x							MERPMEDER, MEHU, MTPT				PNUD	
6.3.1.9.	Acqu岸ir des outils de maintenance des équipements de travail en milieu marin et des matériels de collecte et de traitement de données pour le suivi du niveau de l'eau et	x									MERPMEDER, MEHU, MTPT, Ministère de l'enseignement supérieur, Ministère en charge de				PNUD	
6.3.1.10.	Acheter des radios CB et des services de communication par SMS pour la transmission rapide des données entre le CRHOB, l'Autorité du Port de Cotonou et la DNIM/ASECNA/DG-Eau	x									PNUD, MERPMEDER, MEHU, MTPT				PNUD	
6.3.1.11.	Acqu岸ir des équipements de repérage et de mesure afin d'améliorer l'analyse des niveaux de la mer et l'érosion côtière	x									PNUD, MERPMEDER, MEHU, Ministère de l'enseignement supérieur				PNUD	
6.3.1.12.	Procéder à la maintenance et à l'entretien des stations agronométopologiques automatiques	x	x	x							PNUD, MERPMEDER, MEHU, MTPT	10 000		10 000	PNUD	
6.3.1.13.	Exploiter les données issues des stations agronométopologiques automatiques	x	x	x							PNUD, MERPMEDER, MEHU, MTPT				PNUD	
6.3.1.14.	Mettre à disposition de trois (3) communes (Boukombé, Copargo, Toukoutouna) des ressources pour financer des actions pilotes d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC)	x	x	x							UNCDF, MEHU, MDGLAAT	130 000		130 000	UNCDF	
6.3.1.15.	Former les acteurs institutionnels impliqués dans la gestion du mécanisme d'alerte	x									PNUD, MERPMEDER, MEHU	208 000		208 000	PNUD	
6.3.1.16.	Elaborer et valider le chapitre consacré aux "Circonstances nationales" de la Troisième	x	x	x							PNUE, PNUD, MERPMEDER, MEHU	5 500		5 500	PNUE/TCNCC	
6.3.1.17.	Former les experts nationaux en inventaire de gaz à effets de serre, en techniques d'atténuation, d'adaptation aux changements climatiques et à l'évaluation de la vulnérabilité (Total du montant avec les lignes 75 à 77)	x	x	x							PNUD, MERPMEDER, MEHU	30 000		30 000	PNUE/TCNCC	

N°	Activités	2015				2016				Poids %	Partenaires de mise en œuvre	Budget Estimé/Source de financement SUS			Agences concernées	
		2015		2016		Ressources principales	2015		Total							
		Q1	Q2	Q3	Q4		Q1	Q2				Q3	Q4	Autres Ressources Disponible		A rechercher
6.3.3.2.	Mettre en œuvre les Plans d'Actions Adaptatives (PAC)	x	x	x	x						MEHU					PNUD/FEM
6.3.3.3.	Suivre et capitaliser sur la mise en œuvre des PACs			x	x						MEHU					PNUD/FEM
<b>TOTAL</b>												916 000	-	-	916 000	
<b>Axe d'intervention 6.3.4 : Construction de diguettes pour améliorer les conditions de vie des populations vivant dans les zones à haut risque</b>																
6.3.4.1.	Réaliser les infrastructures d'aménagements physiques identifiées au terme des études de faisabilité		x	x							MEHU	180 000			180 000	PNUD
6.3.4.2.	Réaliser une étude de faisabilité sur la mise en œuvre			x	x						MAEP	10 000			10 000	PAM
<b>TOTAL</b>												190 000	-	-	190 000	
<b>Axe d'intervention 6.3.5 : Mise en place d'un mécanisme de mécanisme efficace et efficiente de résilience et de protection sociale des populations des zones à risques d'insécurité alimentaires et nutritionnelles</b>																
6.3.5.1.	Améliorer les systèmes de culture par adoption du système tungya		x	x	x						MEHU	8 000			8 000	PNUD/FEM
<b>TOTAL</b>												8 000	-	-	8 000	
<b>SOUS-TOTAL PRODUIT 6.3.</b>												4 487 500	0	0	4 487 500	
<b>GRAND TOTAL EFFET 6</b>												6 838 500	0	157 000	6 838 500	